

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

13 JUIN 2000

Proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi du 20 juillet 1972 sur les funérailles et sépultures

AMENDEMENTS

N° 12 DU GOUVERNEMENT

Art. 2

Remplacer comme suit l'article 24 proposé :

«Art. 24. — *Les cendres des corps incinérés peuvent être recueillies dans des urnes qui sont, dans l'enceinte du cimetière :*

1° soit inhumées à au moins huit décimètres de profondeur;

2° soit placées dans un columbarium.

Les cendres des corps incinérés peuvent être :

1° soit dispersées sur une parcelle du cimetière réservée à cet effet;

2° soit dispersées sur la mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique, aux conditions que le Roi détermine.

Voir:

Documents du Sénat:

2-258 - 1999/2000:

N° 1: Proposition de loi de Mme Leduc et consorts.
N°s 2 et 3: Amendements.
N° 4: Rapport.
N° 5: Texte adopté par la commission.
N°s 6 à 10: Amendements.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1999-2000

13 JUNI 2000

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 24 van de wet van 20 juli 1972 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging

AMENDEMENTEN

Nr. 12 VAN DE REGERING

Art. 2

Het voorgestelde artikel 24 vervangen als volgt :

«Art. 24. — *De as van de gecremeerde lijken kan in urnen worden geplaatst die binnen de omheining van de begraafplaats :*

1° hetzij op ten minste acht decimeter diepte worden begraven;

2° hetzij in een columbarium worden bijgezet.

De as van gecremeerde lijken kan :

1° hetzij worden uitgestrooid op een daartoe bestemd perceel van de begraafplaats;

2° hetzij worden uitgestrooid op de aan het grondgebied van België grenzende territoriale zee onder de voorwaarden die de Koning bepaalt.

Zie:

Stukken van de Senaat:

2-258 - 1999/2000:

Nr. 1: Wetsvoorstel van mevrouw Leduc c.s..
Nrs. 2 en 3: Amendementen.
Nr. 4: Verslag.
Nr. 5: Tekst aangenomen door de commissie.
Nrs. 6 tot 10: Amendementen.

Les cendres du défunt sont traitées avec respect et dignité et ne peuvent faire l'objet d'aucune activité commerciale, à l'exception des activités afférentes à la dispersion ou à l'inhumation des cendres, ou à leur translation à l'endroit où elles seront conservées.

Si le défunt l'a spécifié par écrit ou à la demande des parents, s'il s'agit d'un mineur d'âge, ou, le cas échéant à la demande du tuteur, les cendres des corps incinérés peuvent :

1^o être dispersées à un endroit autre que le cimetière. Cette dispersion ne peut toutefois se faire sur le domaine public, à l'exception du cimetière visé aux alinéas 1^{er} et 2. S'il s'agit d'un terrain qui n'est pas la propriété du défunt ou de ses proches, une autorisation écrite préalable du propriétaire dudit terrain est requise. La dispersion des cendres se fait consécutivement à la crémation.

2^o être inhumées à un endroit autre que le cimetière, conformément aux dispositions prévues à l'alinéa 1^{er}, 1^o. Cette inhumation ne peut toutefois se faire sur le domaine public, à l'exception du cimetière visé aux alinéas 1^{er} et 2. S'il s'agit d'un terrain qui n'est pas la propriété du défunt ou de ses proches, une autorisation écrite préalable du propriétaire dudit terrain est requise. L'inhumation se fait consécutivement à la crémation.

3^o être mises dans une urne à la disposition des proches pour être conservées à un endroit autre que le cimetière. S'il est mis fin à la conservation des cendres à un endroit autre que le cimetière, les cendres sont soit transférées par le proche qui en assure la conservation ou par ses héritiers en cas de décès de celui-ci, dans un columbarium pour y être inhumées, placées dans un columbarium ou dispersées, soit dispersées en mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique.

La personne qui prend réception des cendres est responsable du respect de ces dispositions.

Le Roi peut déterminer d'autres conditions auxquelles doivent répondre la conservation, l'inhumation ou la dispersion des cendres visées à l'alinéa 4. »

Justification

Le présent amendement tend, de par sa structure, à constituer la base de la recherche d'un consensus.

Les alinéas 1^{er} et 2 de l'amendement sont identiques aux alinéas 1^{er} et 2 de l'actuel article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, tels qu'ils ont été modifiés par la loi du 20 septembre 1998.

De as van de overledene wordt met respect en eerbied behandeld en kan geen voorwerp uitmaken van een commerciële activiteit, met uitzondering van die activiteiten die verband houden met het uitstrooien of begraven van de as of met het overbrengen ervan naar de plaats waar de as bewaard zal worden.

Indien de overledene dit schriftelijk heeft bepaald of op verzoek van de ouders, indien het om een minderjarige gaat, of, in voorkomend geval, op verzoek van de voogd, kan de as van gecremeerde lijken :

1^o worden uitgestrooid op een andere plaats dan de begraafplaats. Deze uitstrooiing kan evenwel niet gebeuren op het openbaar domein, uitgezonderd de begraafplaats bedoeld in het eerste en het tweede lid. Indien het een terrein betreft dat niet in eigendom is van de overledene of zijn nabestaanden, is een voorafgaande, schriftelijke toestemming van de eigenaar van het betrokken terrein vereist. De asuitstrooiing gebeurt aansluitend op de crematie;

2^o worden begraven op een andere plaats dan de begraafplaats, overeenkomstig de bepalingen zoals vervat in het eerste lid, 1^o. Deze begraving kan evenwel niet gebeuren op het openbaar domein, uitgezonderd de begraafplaats bedoeld in het eerste en het tweede lid. Indien het een terrein betreft dat niet in eigendom is van de overledene of zijn nabestaanden, is een voorafgaande, schriftelijke toestemming van de eigenaar van het betrokken terrein vereist. De begraving gebeurt aansluitend op de crematie;

3^o in een urne ter beschikking worden gesteld van de nabestaanden om te worden bewaard op een andere plaats dan de begraafplaats. Indien er een einde komt aan de bewaring van de as op een andere plaats dan de begraafplaats, wordt de as door toedoen van de nabestaande die er de zorg voor heeft of zijn erfgenamen in geval van diens overlijden, ofwel naar een begraafplaats gebracht om er begraven, in een columbarium bijgezet of uitgestrooid te worden ofwel op de aan het grondgebied van België grenzende territoriale zee uitgestrooid te worden.

De persoon die de as in ontvangst neemt, is verantwoordelijk voor de naleving van deze bepalingen.

De Koning kan nadere voorwaarden bepalen waaraan de in het vierde lid bedoelde bewaringen, begravingen of uitstrooiingen moeten voldoen. »

Verantwoording

Dit amendement strekt ertoe, door zijn structuur, de basis te vormen voor het zoeken naar een consensus.

Het eerste en tweede lid van het amendement zijn dezelfde als het eerste en het tweede lid van het huidige artikel 24 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, zoals gewijzigd door de wet van 20 september 1998.

Ces alinéas prévoient donc que les cendres des corps incinérés peuvent soit être inhumées dans un cimetière, soit placées dans un columbarium, soit dispersées sur une parcelle du cimetière réservée à cet effet. Ils prévoient également que les cendres des corps incinérés peuvent être dispersées sur la mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique.

En ce qui concerne cette dernière possibilité, il convient de faire état de l'arrêté royal du 25 juillet 1990 réglant la dispersion en mer territoriale des cendres des corps incinérés, modifié par l'arrêté royal du 31 août 1999. Il importe que la dispersion des cendres sur la mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique soit toujours régie par cet arrêté et que son fondement légal demeure dans l'article 24, alinéa 2, précité. Il n'y a donc pas lieu de supprimer cette possibilité.

Les cendres ne doivent en aucun cas pouvoir être utilisées à des fins commerciales. C'est pourquoi cette possibilité est expressément interdite. La seule activité commerciale admissible est celle liée aux activités des entrepreneurs de pompes funèbres, qui doivent avoir la faculté, y compris en cas de dispersion ou d'inhumation dans un endroit autre que le cimetière, d'organiser une cérémonie ou de transporter les cendres à l'endroit où elles seront conservées.

Si le défunt l'a spécifié par écrit ou à la demande des parents, s'il s'agit d'un mineur d'âge, ou, le cas échéant, à la demande du tuteur, les cendres des corps incinérés peuvent être dispersées ou inhumées à un endroit autre que le cimetière.

Cette dispersion ou inhumation ne peut toutefois se faire sur le domaine public, à l'exception du cimetière visé aux alinéas 1^{er} et 2 de l'article. Le cimetière est un domaine public. Il faut par conséquent mentionner explicitement que la dispersion ou l'inhumation des cendres peut évidemment se faire au cimetière.

Si la dispersion ou l'inhumation se fait sur un terrain qui n'est pas la propriété du défunt ou de ses proches, une autorisation écrite préalable du propriétaire dudit terrain est requise.

L'inhumation des cendres à un endroit autre que le cimetière exige que la disposition de l'alinéa 1^{er}, 1^o, de cet article soit respectée: l'inhumation doit se faire à au moins huit décimètres de profondeur, comme au cimetière.

La dispersion des cendres et l'inhumation à un endroit autre que le cimetière ou sur la mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique se font consécutivement à la crémation.

Il se peut que le proche parent qui a pris en charge l'urne contenant les cendres désire, après un certain temps, se défaire de celle-ci. En cas de décès de ce proche parent, il peut arriver que les autres proches parents du défunt ne désirent plus conserver les cendres.

C'est pourquoi l'alinéa 4, 3^o, proposé prévoit que dans de tels cas, les cendres sont soit transférées dans un cimetière pour y être inhumées, placées dans un columbarium ou dispersées, soit dispersées en mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique par le proche parent qui les a prises en charge ou par ses héritiers en cas de décès de celui-ci.

Le ministre de l'Intérieur,

Deze leden voorzien dus dat de as van gecremeerde lijken op een begraafplaats ofwel begraven kunnen worden, ofwel in een columbarium kunnen worden bijgezet ofwel op een daartoe bestemd perceel van de begraafplaats uitgestrooid kunnen worden. Tevens wordt voorzien dat de as van gecremeerde lijken op de aan het grondgebied van België grenzende territoriale zee kunnen worden uitgestrooid.

Wat deze laatste mogelijkheid betreft, dient te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 25 juli 1990 tot regeling van de uitstrooiing van de as van de verbrande lijken in de territoriale zee, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1999. Het is belangrijk dat de uitstrooiing van de as op de aan het grondgebied van België grenzende territoriale zee, geregeld blijft door dit besluit en dat de rechtsgrond daartoe in het voormelde artikel 24, tweede lid, blijft bestaan. Er is dus geen reden om die mogelijkheid te schrappen.

Het mag onder geen enkel beding mogelijk zijn dat de as wordt gebruikt voor commerciële doeleinden. Daarom wordt dergelijke mogelijkheid expliciet verboden. De enige commerciële activiteit die toelaatbaar is, heeft betrekking op de activiteiten van de begrafenisondernemers die in staat moeten zijn ook bij uitstrooiing of begraving buiten de begraafplaats een zekere ceremonie te organiseren of de as over te brengen naar de plaats waar zij bewaard zal worden.

Indien de overledene dit schriftelijk heeft bepaald of op verzoek van de ouders, indien het om een minderjarige gaat, of, in voorkomend geval, op verzoek van de voogd, kan de as van gecremeerde lijken worden uitgestrooid of begraven op een andere plaats dan de begraafplaats.

Deze uitstrooiing of begraving kan evenwel niet gebeuren op het openbaar domein, uitgezonderd de begraafplaats bedoeld in het eerste en het tweede lid van het artikel. De begraafplaats is openbaar domein. Bijgevolg is het nodig expliciet te vermelden dat de uitstrooiing of begraving van de as op de begraafplaats uiteraard kan.

Indien de uitstrooiing of begraving op een terrein gebeurt dat geen eigendom is van de overledene of zijn nabestaanden, is een voorafgaande, schriftelijke toestemming van de eigenaar van het betrokken terrein vereist.

De begraving van de as op een andere plaats dan de begraafplaats vereist dat de bepaling van het eerste lid, 1^o, van dit artikel wordt nageleefd: de begraving moet gebeuren op ten minste acht decimeter diepte, zoals op de begraafplaats.

De as uitstrooiing en begraving op een andere plaats dan de begraafplaats of op de aan het grondgebied van België grenzende territoriale zee, gebeurt aansluitend op de crematie.

Het is goed mogelijk dat de nabestaande die de zorg voor de urn met de as heeft, er zich na een tijd van wenst te ontdoen. Wanneer deze nabestaande overlijdt, kan de situatie zich voordoen dat de andere nabestaanden van de overledene deze as niet meer wensen te bewaren.

Daarom voorziet het voorgestelde vierde lid, 3^o, dat in dergelijke gevallen de as door toedoen van de nabestaande die de zorg erover heeft of door zijn erfgenamen in geval van zijn overlijden, ofwel naar een begraafplaats gebracht wordt om er begraven, in een columbarium bijgezet of uitgestrooid te worden ofwel op de aan het grondgebied van België grenzende territoriale zee uitgestrooid wordt.

De minister van Binnenlandse Zaken,

Antoine DUQUESNE.

N° 13 DE MME DE SCHAMPHELAERE

(Sous-amendement à l'amendement n° 12)

Art. 2

À l'article 24 proposé, supprimer le texte à partir du 2° du quatrième alinéa.

Justification

Le présent amendement vise à exclure la conservation ou l'inhumation des cendres d'un défunt en dehors des cimetières publics communaux. Il faut en effet prévenir l'apparition de sépultures privées et de monuments de culte privés (comme les mausolées). La privatisation de l'inhumation, par exemple par la création de parcs d'inhumation réservés à des groupes bien déterminés de personnes, doit, elle aussi, être évitée.

Un contrôle public, identique pour tous, des cimetières a toujours constitué un objectif important de notre législation sur les funérailles et sépultures. La liberté de dispersion des cendres d'un défunt à l'endroit où il le souhaite n'est pas contradictoire avec cet objectif.

Nr. 13 VAN MEVROUW DE SCHAMPHELAERE

(Subamendement op amendement nr. 12)

Art. 2

In het voorgestelde artikel 24 de tekst schrappen vanaf het 2° van het vierde lid tot het einde van het artikel.

Verantwoording

Dit amendement wil het bewaren of begraven van de as van een overledene buiten de gemeentelijke openbare begraafplaatsen uitsluiten. Men moet immers private begraafplaatsen en private verenigingsmonumenten (zoals mausolea) voorkomen. Ook de privatisering van het begraven door bijvoorbeeld begrafenisparken voor welbepaalde groepen van mensen in te richten, moet worden voorkomen.

Een openbare en voor iedereen gelijke controle op de begraafplaatsen is altijd een belangrijke doelstelling geweest van onze wetgeving op de begraafplaatsen en de lijkbezorging. De vrijheid van de uitstrooiing van de as van een overledene op de door hem of haar gewenste plaats is met deze doelstelling niet in tegenspraak.

Mia DE SCHAMPHELAERE.